

Faits saillants de l'année

- 1 Le nombre d'entreprises et d'entrepreneurs diminue, et la tendance à la baisse du recours au capital de risque se confirme.
- 2 L'importance économique du secteur manufacturier est passée sous la barre des 15 % du PIB.
- 3 La productivité est à la hausse, mais moins rapidement que dans le reste du Canada.
- 4 L'emploi croît plus vite au Québec que dans le reste du Canada, surtout en ce qui concerne les travailleurs qualifiés et les travailleurs plus âgés.
- 5 Bien qu'elles demeurent plus élevées que la moyenne des pays de l'OCDE, les dépenses publiques et privées en R&D ont diminué depuis les deux dernières années.
- 6 La chute de la balance commerciale du Québec se poursuit dramatiquement ainsi que, depuis deux ans, celle des investissements étrangers au Québec.

« Le Québec aura les moyens de relever les défis qui s'annoncent. »
 Françoise Bertrand

L'EXCLUSIF

Bulletin des membres de la FCCQ - Édition 2011 des Indicateurs

L'économie du Québec montre quelques signes inquiétants

Pour la cinquième année consécutive, la Fédération des chambres de commerce du Québec publie son indicateur annuel. Il en ressort que le Québec, sur le plan de la productivité, connaît une croissance, mais pas au même rythme que le reste du Canada. Il faudra relever de nombreux défis au cours des prochaines années pour être en mesure de connaître une longue période de croissance économique. Certaines régions s'en tirent toutefois beaucoup mieux que d'autres.

L'accès au capital de risque et le nombre d'entrepreneurs font partie des indicateurs à surveiller durant les années à venir.

Ainsi, à la suite de la crise financière de 2008, l'accessibilité au capital de risque a été réduite de façon substantielle. Si la situation s'est légèrement améliorée en 2009, les signaux pour 2010 sont très inquiétants. Nous sommes loin du niveau de 2005, et beaucoup d'entreprises n'ont plus accès à du capital pour amorcer leur croissance. En 2005, 297 entreprises avaient accès à des capitaux alors qu'elles n'étaient que 174 l'an passé.

Après avoir augmenté au cours des dernières années, le nombre d'entrepreneurs a diminué au Québec en 2010. Là aussi, il faut y voir un signe inquiétant dans un contexte où le Québec a un grand problème de relève entrepreneuriale.

Pour la première fois, l'industrie manufacturière est passée sous la barre des 15 % du PIB. Cet affaiblissement d'un secteur économique essentiel à la création d'emplois et de valeurs risque à moyen terme de plomber la croissance économique du Québec. Fait à noter, aucun autre secteur ne semble avoir le potentiel pour remplacer les pertes observées dans le secteur manufacturier.

En 2009, au Québec, moins d'heures ont été travaillées qu'au cours des années précédentes, ce qui est probablement lié aux pertes d'emplois et aux départs à la retraite. Cependant, la productivité par heure travaillée au Québec a augmenté. L'écart avec le reste du Canada demeure pourtant très grand. Bien que celui-ci ait tendance à diminuer, la vitesse à laquelle la productivité augmente ne laisse pas envisager que le Québec rattrapera la productivité des provinces voisines à moyen terme.

L'an dernier, l'emploi a crû plus vite au Québec que dans le reste du Canada. Depuis quelques années, l'écart avec le taux d'emploi du reste du Canada diminue de façon substantielle. Il faut y voir un signe positif de notre économie, qui montre un dynamisme sur le plan de l'emploi supérieur à ses voisins. Les gens travaillent plus longtemps, et le taux d'emploi chez les personnes à l'âge de la retraite a plus que doublé en dix ans.

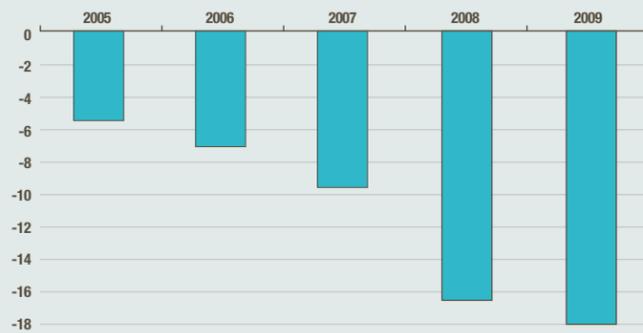
Bien qu'elles demeurent plus élevées que celles des autres pays de l'OCDE, les dépenses en R&D québécoises sont en diminution. Pour la première fois depuis quelques années, les États-Unis ont investi davantage, en pourcentage, en R&D que le Québec. Le nombre d'inventions brevetées par habitant demeure cependant beaucoup plus bas au Québec que pour le reste du Canada, les États-Unis et l'ensemble des pays du G8. Il faut y voir un signe inquiétant pour notre capacité d'innovation.

Depuis 2005, la balance internationale commerciale du Québec est en chute libre. En 2009, elle affichait un solde négatif de 16 milliards de dollars. La plupart de nos exportations se dirigent toujours vers les États-Unis, bien que le BRIC ait vu le nombre de nos exportations tripler au cours des cinq dernières années.

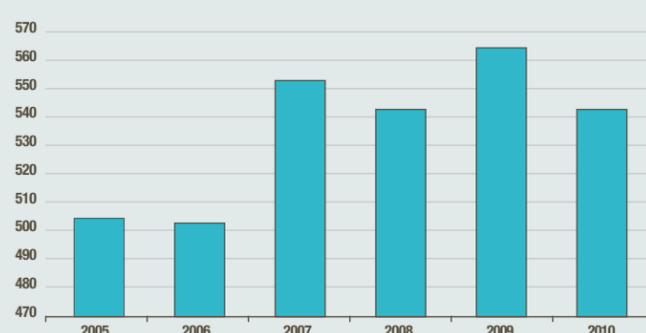
Les investissements étrangers en immobilisation au Québec ont été considérablement réduits au cours des deux années mesurées. Dans le contexte où l'accès au capital est nécessaire pour le développement des immobilisations, surtout dans le cadre du Plan Nord, il y a là un travail sérieux à faire.

Des indications qui parlent...

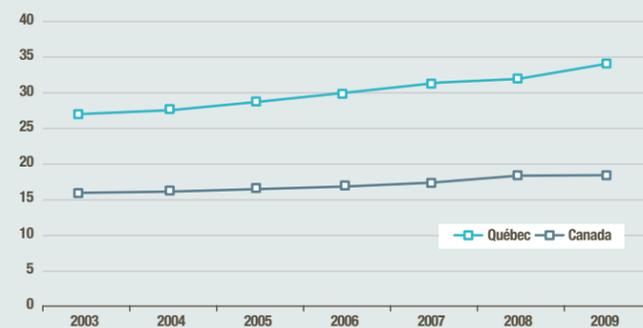
Balance commerciale internationale du Québec en dollars canadiens enchaînés de 2002 (en milliards)



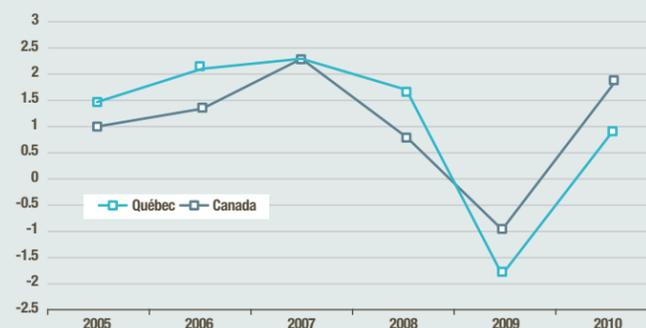
Nombre d'entrepreneurs Québécois (en milliers)



Pourcentage des dépenses gouvernementales sur le PIB (dollars enchaînés de 2002)



Croissance de l'emploi (nombre absolu d'emplois) % par rapport à l'année précédente



WWW.FCCQ.CA WWW.QUEBECENAVANT.CA WWW.MERCURIADES.CA WWW.FCCQFORMATION.CA WWW.LEPANTHEON.CA WWW.CORRIDORS.BIZ

Dépot légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011 / Bibliothèque et Archives Canada, 2011 • ISSN 1195-6313

L'Exclusif est le bulletin des membres de la FCCQ et est produit par le Service des communications de la Fédération des chambres de commerce du Québec. Pour toute question ou commentaire, veuillez écrire à info@fccq.ca

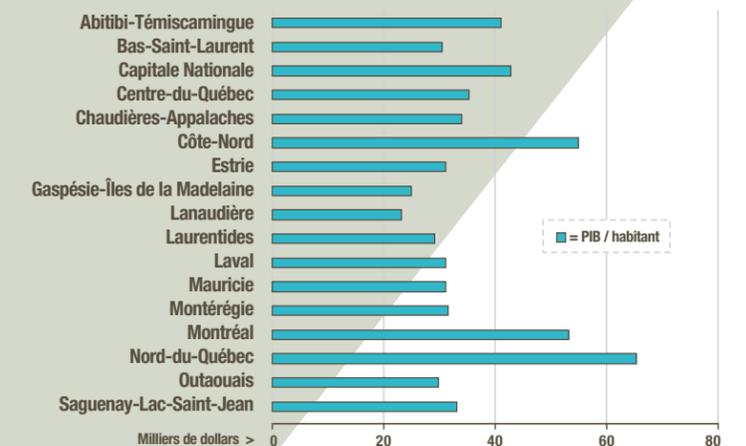
L'Exclusif est offert en tout temps sur le site Internet de la Fédération, soit au www.fccq.ca dans la section Publications.

Grâce à son vaste réseau de plus de **150 chambres de commerce**, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de **60 000 entreprises** et **150 000 gens d'affaires** exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. La FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.



555, boul. René-Lévesque Ouest, 19^e étage
 Montréal (Québec) H2Z 1B1
 Téléphone : 514 844-9571
 Télécopieur : 514 844-0226
 Sans frais : 1 800 361-5019
 Courriel : info@fccq.ca
www.fccq.ca

PIB par habitant, par région du Québec



Les indicateurs par région du Québec

Nord-du-Québec

La région connaît actuellement un boom. Les travaux hydroélectriques et le prix des matières premières sont loin d'être étrangers au phénomène. On y observe un PIB régional qui a fait un bond de 5,5 % l'an dernier. L'industrie de la construction y prend la part du lion, soutenue par le développement industriel et résidentiel de la région, et le soutien. Le PIB par habitant y est beaucoup plus élevé que celui de l'ensemble du Québec, se maintenant dans un écart de plus de 25 000 dollars par année depuis quatre ans. Ainsi, le Nord-du-Québec reprend le modèle d'une région-ressource comme celui observé sur la Côte-Nord. Pour la première fois depuis 2005, le taux d'emploi a connu une remontée, dépassant même le niveau d'il y a six ans. Cette année, le taux a repris six points de pourcentage, très proche maintenant de celui du Québec. À l'aube des premiers déploiements du Plan Nord, ces indicateurs sont signes d'un futur économique intéressant.

Abitibi-Témiscamingue

Une excellente croissance a été observée l'an dernier, principalement grâce à la bonne santé financière de l'industrie minière. Il faut souligner que cette dernière compte maintenant pour 18 % du PIB régional. Le PIB en dollars par habitant en Abitibi est maintenant plus élevé que celui du Québec, confirmant la croissance soutenue des dernières années. Le taux d'emploi y est cependant moins élevé de 2 points de pourcentage que pour le reste de la province. Il n'est pas revenu au taux compilé avant la crise financière de 2008. Cette mesure s'améliorera sûrement au cours des prochaines années grâce à l'apport de l'industrie minière et du Plan Nord. La force économique du développement minier a aussi permis une augmentation des investissements en machineries et équipements, ce qui permet de créer de la richesse et de la valeur à court et à moyen termes.

Outaouais

La croissance en Outaouais a été semblable à celle du Québec l'an dernier. La proximité de la capitale fédérale fait que l'économie de la région est composée à plus de 80 % par le secteur des services. Comme pour les régions qui bordent la métropole, le PIB par habitant est beaucoup plus bas que le PIB par habitant dans l'ensemble du Québec. L'écart depuis quelques années se maintient autour de 8 000 dollars. Le taux d'emploi est historiquement au-dessus de celui de la province. La stabilité des emplois créés par la fonction publique fédérale fait que ce taux se maintient année après année. L'investissement a connu une meilleure année en 2010 qu'en 2009.

Montréal

La métropole demeure la principale région de production et de développement économique du Québec, avec 35 % du PIB de la province. Le moteur économique a cependant ralenti. Depuis cinq ans, le taux de croissance du PIB y est plus bas que dans l'ensemble du Québec. La force de Montréal réside dans son secteur des services, dont le pourcentage régional dépasse largement la part des services dans le PIB québécois. Si le secteur manufacturier semble en difficulté, le secteur de la recherche et de la culture y sont beaucoup plus dynamiques qu'ailleurs. Le PIB par habitant est généralement plus élevé que pour les autres régions. L'écart entre le PIB par habitant montréalais et celui de l'ensemble du Québec se maintient autour de 15 000 dollars depuis quelques années. Rappelons qu'on compte plus de gens à travailler à Montréal qu'à y résider. Le taux d'emploi de Montréal a repris de la vigueur en 2010. L'écart négatif qui s'était creusé entre le taux d'emploi montréalais et celui de l'ensemble du Québec semble se résorber puisqu'il n'était plus que de 1,3 point de pourcentage l'an dernier. Un signe plus inquiétant est la faiblesse relative des investissements dans la construction, la machinerie et les immobilisations qui ne représentent que 11,6 % du PIB, soit le plus bas taux du Québec.

Lanaudière

Cette région a connu, en 2010, une bonne croissance, qui s'élève à 4 % de son PIB, soit 0,5 point de pourcentage de plus que le taux de croissance québécois. Le secteur de la construction y est particulièrement florissant et a contribué à 10 % du PIB régional. Le commerce de détail prend une plus grande part dans la création de richesse qu'ailleurs au Québec. La région connaît aussi une forte croissance démographique de près de 2 % par année. Cette croissance explique en partie le bas taux du PIB par habitant. Il est nettement moins élevé que dans l'ensemble du Québec. Une autre explication possible réside dans le fait que beaucoup de gens vivent dans Lanaudière sans y travailler. Le taux d'emploi, semblable à celui du Québec en 2008, a fléchi l'an dernier, mais cette baisse est loin d'être significative. Près de 2,5 milliards de dollars ont été investis en machineries et équipements l'an passé, soutenant le développement rapide de la région.

Laurentides

Malgré la forte croissance démographique de la région, son PIB a crû moins rapidement que celui de la province l'an dernier. La construction y est plus importante que dans l'ensemble du Québec. L'écart entre le PIB par habitant des Laurentides et celui de l'ensemble du Québec s'est stabilisé au cours des cinq dernières années, autour de 8 000 dollars de moins. Rappelons qu'un bon nombre de personnes habitent la région sans y travailler. Historiquement plus élevé que celui du Québec, le taux d'emploi est passé de 61,6 % à 62,3 %.

Saguenay-Lac-Saint-Jean

On constate, dans cette région, l'importance des secteurs primaire et secondaire dans l'économie régionale. L'agriculture, la foresterie et le secteur manufacturier demeurent des secteurs créateurs de richesse. La croissance régionale l'an dernier y a été très bonne. Cette croissance s'est chiffrée à 5,1 % du PIB. Cependant, cette croissance n'a pas réduit l'écart substantiel qui existe entre le PIB par habitant de la région et celui de l'ensemble du Québec. Si cet écart était de 3 573 dollars en 2005, il est aujourd'hui de 4 861 dollars. L'an dernier, le taux d'emploi s'est détérioré dans la région, ce qui constitue un signe inquiétant pour l'économie de la région. L'écart avec le taux d'emploi de la province s'est accentué, passant de 5,9 points de pourcentage en 2009 à 6,7 points de pourcentage l'an dernier. Les investissements en immobilisations ne sont pas revenus au niveau d'avant la crise de 2008.

Mauricie

L'économie de la Mauricie est en pleine transformation. La crise forestière a fait que, autrefois basée sur les matières premières, c'est désormais une économie de services. Toutefois, une importante part des activités proviennent du secteur manufacturier qui, en raison des années difficiles qu'il subit, réduit la croissance du PIB régional. L'an dernier, l'écart entre le PIB régional par habitant et celui de l'ensemble du Québec est demeuré sensiblement le même, à 6 500 dollars de moins dans la région que dans le reste du Québec. Le taux d'emploi y est généralement plus bas que dans l'ensemble de la province, et la tendance semble se maintenir. Plus encore, le taux d'emploi n'est pas revenu à celui qui existait avant la crise financière de 2008. L'investissement en construction semble ralentir depuis quelques années, et ces investissements ne sont pas remplacés par d'autres en machineries ou en équipements. Il en résulte que, depuis 2008, l'investissement en actifs sur le PIB a substantiellement diminué.

Laval

Laval connaît depuis cinq ans une croissance démographique très intéressante. L'an dernier, la population lavalloise a crû de près de 2 %. L'économie régionale suit la même tendance puisque le PIB régional y a crû de 4,6 % l'an dernier. Le PIB par habitant a cependant, malgré son augmentation, creusé son écart avec le reste du Québec. Cet écart était de 6 745 dollars par habitant en 2010. L'économie lavalloise est fortement concentrée dans le secteur des services, qui a contribué en 2010 à près des trois quarts du PIB régional. Le taux d'emploi, généralement plus élevé que celui de l'ensemble du Québec, s'est contracté l'an dernier, se rapprochant à 1,6 point de pourcentage de la moyenne québécoise. On observe une stabilisation des investissements en immobilisations depuis 2008, et un signe inquiétant dans la région réside dans la baisse marquée des investissements en construction depuis 2007.

Montérégie

La région de la Montérégie est hautement diversifiée. Dotée de nombreuses banlieues, elle possède également un fort secteur agricole. C'est une région qui s'est fortement développée au cours des dernières années. L'an passé, la croissance économique y a été légèrement plus élevée que dans l'ensemble du Québec. C'est aussi la région où la proportion de participation au PIB de l'industrie manufacturière est la plus élevée. Cette année encore, le PIB par habitant y est plus bas que dans l'ensemble du Québec. L'écart d'ailleurs se creuse depuis 2005. Point positif, les investissements en actifs de machineries et d'équipements sont beaucoup plus élevés cette année que l'an dernier, avec une augmentation de 1,1 milliard de dollars.

Capitale-Nationale

Il s'agit de l'économie régionale la plus stable du Québec, en grande partie en raison de la forte présence de la fonction publique québécoise (15,4 % du PIB de la région). La croissance du PIB l'an dernier a été à peu près la même que pour l'ensemble du Québec. Le PIB par habitant est historiquement plus élevé dans la Capitale-Nationale que pour l'ensemble du Québec. L'année 2010 n'a pas été une exception sur ce plan. Le taux d'emploi a connu une hausse l'an dernier, atteignant 63 %. Ce taux d'emploi est aussi plus élevé que pour l'ensemble du Québec. Si ce taux suit traditionnellement les variations québécoises, il demeure toujours plus élevé. Les investissements en immobilisations dans la région ont subi une légère baisse, passant sous la barre des 25 % du PIB l'an passé. Cette baisse est attribuable à la réduction des investissements en construction. L'importance de la fonction publique dans la Capitale-Nationale ne doit pas occulter le fait que la région doit continuer son processus de diversification économique afin d'éviter que la période prévisible de coupes ne plombe son économie.

Chaudière-Appalaches

La région de Chaudière-Appalaches est très dynamique, et le taux d'emploi y est historiquement plus élevé que celui du Québec. D'ailleurs, l'écart entre le taux d'emploi régional et le taux d'emploi québécois est plus grand aujourd'hui qu'il ne l'était en 2005. Le PIB régional a connu une croissance comparable à celle de l'ensemble du Québec. Le PIB par habitant maintient toutefois son écart négatif de 4 000 dollars avec le PIB par habitant de la province. En 2010, 2,2 milliards de dollars ont été investis en machineries et en équipements dans la région. Ce chiffre peut sembler spectaculaire, mais on observe une certaine stagnation depuis 2005. L'économie régionale va tout de même bien selon les indicatifs observés.

Estrie

L'Estrie est une région économiquement diversifiée. Elle n'a certainement pas le dynamisme observé dans les régions-ressources qui sont stimulées par le prix des matières premières. Par ailleurs, l'importance du secteur manufacturier et la baisse des exportations réduisent la croissance de la région. Le PIB par habitant présentait un écart positif de 4 000 dollars par année en 2005 par rapport au Québec. Il est aujourd'hui de plus de 6 000 dollars. Si la région semble faire un peu de surplace économiquement, on y constate d'excellentes tentatives pour diversifier les créneaux économiques. Cette diversification est nécessaire puisque le taux d'emploi a diminué en 2010. Il est historiquement plus élevé que celui de l'ensemble du Québec, mais l'écart diminue année après année.

Côte-Nord

La Côte-Nord donne les signes d'une économie en pleine expansion. Dynamisée par le prix des matières premières, la croissance du PIB régional a été plus importante que la croissance du PIB québécois. Le PIB par habitant, historiquement plus élevé que celui du Québec, a augmenté en 2010, creusant l'écart avec le reste de la province. C'est 61 % de l'économie de la Côte-Nord qui se fait dans les secteurs primaire et secondaire, comparativement à 28 % pour l'ensemble du Québec. Pour soutenir la croissance de l'exploitation des ressources naturelles, plus de 1,6 milliard a été investi en 2010 en machineries et outillages dans cette région. Le taux d'emploi s'approche tranquillement de la moyenne québécoise, prenant six points de pourcentage l'an dernier. Avec le développement prévu, il est très plausible de voir une croissance démographique positive au cours des prochaines années.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

L'année 2010 a été meilleure que les précédentes pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. La croissance du PIB y a été plus élevée que celle de l'ensemble du Québec. Étonnamment pour une région-ressource, le secteur des services prend une plus grande part dans le PIB régional que ce même secteur dans le PIB québécois. En 2009, le secteur qui a le plus contribué au PIB régional a été celui de la santé et des services sociaux. Point positif à souligner, l'augmentation du PIB par habitant conduit à un écart semblable à celui qui précédait la crise de 2008. Par contre, cet écart demeure au-delà de 10 000 dollars par habitant, ce qui est énorme. Le déclin démographique de la région cause aussi une augmentation du PIB par habitant. Après une baisse constatée l'an dernier, le taux d'emploi a progressé cette année. Si en 2005 l'écart était de près de 19 points de pourcentage entre le taux régional et celui du Québec, il est revenu à près de 14 points aujourd'hui.

Bas-Saint-Laurent

La région a connu une croissance honnête au cours de la dernière année. L'économie régionale réussit légèrement mieux que celle du Québec. L'agriculture occupe encore une place importante dans le PIB régional, et le secteur public prend plus d'importance dans cette région que dans le reste du Québec. L'écart du PIB par habitant de la région par rapport à celui du reste de la province a diminué de 600 dollars entre 2005 et 2010 ; ce PIB par habitant se situe un peu en dessous de 30 000 dollars. Cette variable témoigne d'un développement économique réel puisque le nombre d'habitants y est demeuré à peu près le même. Par contre, un signe inquiétant réside dans l'écart de plus en plus grand du taux d'emploi de la région par rapport à l'ensemble du Québec. En 2010, celui-ci se situait en dessous de 54 %. Des investissements en immobilisations se maintiennent d'année en année après avoir connu une augmentation substantielle en 2007.

Centre-du-Québec

La base de l'économie de la région du Centre-du-Québec est l'industrie manufacturière. Elle représente 26 % du PIB de la région, soit beaucoup plus que le pourcentage de 14,6 % observé pour le PIB québécois. Ainsi, les problèmes auxquels est confrontée cette industrie affectent la croissance de la région. Bonne nouvelle cependant, la région s'en tire plutôt bien puisque la croissance y a été comparable à celle de l'ensemble du Québec. Toutefois, l'écart se creuse entre le PIB par habitant québécois et celui de la région. Alors qu'en 2005, cet écart était de 1 600 dollars, il s'élève à plus de 2 500 dollars aujourd'hui. L'année 2010 a vu le taux d'emploi de la région s'écrouler. Si historiquement celui-ci a souvent été plus élevé que dans l'ensemble du Québec, la baisse de plus de quatre points observée l'an dernier a de quoi inquiéter. Il faudra être en mesure de vérifier si cette tendance se maintient au cours des prochaines années afin d'y apporter les correctifs nécessaires. Un des signes positifs qui lui permettrait de se redresser est l'augmentation graduelle des investissements en immobilisations.